

# L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 5 décembre 2022

## **Bloquer le train des bas salaires et des attaques de Macron**

*Avec 60 % de TGV et Intercités annulés ce week-end, le ras-le-bol des cheminots a éclaté parmi les contrôleurs. Ils ne sont pas les seuls : dans les transports parisiens ce sont les ouvriers des ateliers du métro qui font grève pour les salaires. À Sanofi, les seize sites de production en France sont en grève reconductible pour 500 euros d'augmentation. Sans compter de plus petites entreprises où les grèves se multiplient.*

### **Mauvaise surprise pour le patronat, bonne nouvelle pour nous**

« C'est une grève qu'on n'a pas vue arriver, ni nous ni les syndicats », pleurait le PDG de la SNCF, Jean-Pierre Farandou. Comme s'il n'avait pas vu l'aggravation des conditions de travail, le manque de personnel et les bas salaires. Tout ce dont ils sont responsables, lui et ses semblables, PDG et actionnaires, et qui finit par leur retomber sur le nez, quand on se met à riposter. Sans attendre la moindre consigne. Sans rien attendre de leur « dialogue social » où ils ne proposent au plus que des broutilles quand les prix flambent.

Sans parler de ces futurs « délestages » d'électricité promis pour l'hiver : on vous préviendra de l'heure (encore heureux) des écoles fermées, des gosses à garder à la maison sans lumière, de la valse de vos horaires de travail. À cause de l'incurie de services publics qui ne cessent de se dégrader.

Face à l'inflation, face aux nombreuses attaques du gouvernement et du patronat, les grèves de ces jours-ci montrent la voie !

### **Travailler plus jusqu'à plus d'âge, non merci !**

Macron relance ses attaques, à commencer par le report de l'âge de départ à la retraite à 65 ans. Il prétend que les déficits « à venir » (alors que les caisses ont encore des réserves) imposeraient cette réforme. Sauf que le Conseil d'orientation des retraites (COR) lui-même, service de l'État, anticipe précisément une réduction progressive desdits déficits avec la situation actuelle.

Le vrai but de la réforme est de nous faire travailler plus longtemps et surtout, pour celles et ceux qui ne pourront pas – et ils sont nombreux ! – de réduire les pensions. Les retraites, c'est aussi 330 milliards d'euros gérés par la Sécurité sociale : de quoi attirer les appétits des fonds de pension, dont Macron s'est fait le porte-voix, et des banquiers qui escomptent voir les salariés qui en ont les moyens se tourner vers eux pour financer leurs futures retraites.

Les précédentes réformes se sont traduites par une hausse considérable du chômage, tout particulièrement pour les ouvriers et employés entre 60 et 64 ans. Et parmi le 5 % de travailleurs les plus pauvres, un quart décède avant d'atteindre 62 ans.

### **Guerre au chômage ou aux chômeurs ?**

Pour l'assurance chômage, la nouvelle idée du gouvernement est de rendre les indemnités variables en fonction du taux de chômage. Il a déjà annoncé qu'elles seront revues à la baisse pour 2023, alors que tout laisse prévoir une hausse du chômage, entre l'inflation et la crise énergétique. Mais il faut forcer les chômeurs à accepter n'importe quel boulot, même les plus mal payés.

En 2019, Élisabeth Borne, alors ministre du Travail, avait déjà durci les conditions d'indemnisation en changeant le mode de calcul. Nombre de saisonniers et de salariés de l'hôtellerie-restauration, grands perdants de la réforme, se sont alors reconvertis. Mais puisque les patrons ne trouvent plus personne, il faudrait forcer la main aux chômeurs. Augmenter les salaires ? Diminuer la pénibilité et le temps de travail ? Ça, seules nos luttes pourront l'imposer !

C'est toujours cette même guerre de classe contre les travailleurs et les classes populaires, pendant que sous prétexte de « plans de relance », l'État file un « pognon de dingue » aux grandes entreprises du CAC40. Quant aux services publics les plus essentiels, transports, hôpitaux, écoles, le gouvernement les laisse se dégrader, voire les détruit consciencieusement.

**À nous de renverser la table en imposant la hausse générale des salaires, en allant fourrer nous-mêmes notre nez dans les livres de comptes des patrons, pour voir où vont l'argent des aides publiques et les bénéfices qu'ils font sur notre dos.**

### **Faire la morale aux salariés, ça ne coûte rien**

Suez, en bon élève, a décliné le plan sobriété énergétique du gouvernement en voulant aller au delà des 10 % d'économie demandés. Bien sûr, ces efforts, c'est à nous, les salariés, de les supporter. Pour travailler dans un bâtiment à 19° C encore faut-il que celui-ci soit isolé correctement. Et le télétravail est dorénavant imposé le vendredi. Reste à voir comment ce sera appliqué localement.

Une chose est sûre : ces économies serviront surtout à gonfler leurs profits. Et ils se permettent de nous donner des conseils sur notre consommation personnelle : avec nos payes, on ne risque pas de pousser le chauffage à fond !

### **Une autre sobriété énergétique est possible**

Nous aussi nous pouvons avoir des idées pour utiliser moins d'énergie : travailler sur 4 jours au lieu de 5 avec baisse du temps de travail sans perte de salaire permettrait d'économiser de l'énergie mais aussi des frais de transport. Bien différent du télétravail imposé le vendredi.

### **Panne de sécurité**

La conséquence indirecte de ce plan sur la sobriété que nous impose le gouvernement et des possibles coupures de courant, c'est que cela pourrait impacter très fortement notre sécurité au travail.

Lors de nos interventions, nous avons besoin du dispatching ou du PC gaïa. S'il arrivait que les communications soient coupées ou que les PC de contrôle ne fonctionnent plus, nous n'avons pas d'infos sur la marche à suivre. Et si l'égout montait en charge et que personne ne pouvait prévenir à temps les collègues, que se passerait-il ?

Exigeons des conditions de travail en toute sécurité, même en temps de pénurie.

### **Silence radio sur les NAO**

Les NAO se poursuivent, sans que nous ayons plus d'infos que la liste des revendications de certains syndicats. Pourtant, il y a urgence à rattraper l'argent qui nous manque tous les mois pour vivre, surtout les bas salaires ! Les 50 ou 30 euros brut de complément versés depuis juillet, même si la direction proposait de les doubler, ne seraient pas une augmentation suffisante face à l'inflation des prix de l'énergie et de l'alimentation.

Nous rassembler serait nécessaire pour nous organiser, salariés Suez Eau France et filiales comme la Sevesc. Dans beaucoup d'entreprises, des travailleurs débrayent, manifestent et mettent la pression. Rejoignons-les.

### **Grève repère chez Leclerc**

Dans les médias, Michel Édouard Leclerc, qui veut se faire passer pour le défenseur du pouvoir d'achat, avait déclaré soutenir la revendication salariale des raffineurs en grève en octobre. Relevant une certaine hypocrisie, les salariés de l'enseigne Leclerc, payés au Smic pour la plupart, l'ont pris au mot et se sont à leur tour mis en grève vendredi 2 et samedi 3 décembre pour une augmentation de 10 %.

Comme disait Marx, « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

### **Sanofric : tout pour les actionnaires**

Les salariés de 16 sites de Sanofi de tout le pays sont en grève depuis le 14 novembre. Ils exigent 500 euros par mois en plus pour tous et une prime de 10 000 euros. Le groupe a versé 700 millions en dividendes aux actionnaires l'an dernier, mais il se contente de proposer 4,5 % d'augmentation aux salariés (soit 50 millions) : autant dire des miettes, qui ne couvrent pas l'inflation. Les grévistes sont déterminés et coordonnés : ils se retrouvent régulièrement tous ensemble pour des rassemblements au siège près de Paris.

### **La colère gronde en Chine**

Déclenchée en réaction aux mesures zéro Covid, la contestation a pris un tour politique assez inédit : les manifestations se sont répandues sur tout le territoire et expriment un ras-le-bol plus général, comme l'atteste le slogan « Xi Jinping démission ! » La participation spectaculaire des ouvriers de Foxconn montre que la contestation est sociale et politique. Les salariés de cette gigantesque usine d'assemblage d'iPhone ont affronté la police pour être libérés des restrictions sanitaires et pour de meilleurs salaires.

La Chine n'a de « communiste » que le nom, c'est une féroce dictature capitaliste, dont profitent aussi tous les grands trusts occidentaux. Les travailleurs chinois en lutte redonnent leur véritable sens aux paroles du chant qu'ils ont appris à l'école : « Groupons-nous et demain, l'Internationale sera le genre humain ! »

### **Remerciements**

La collecte organisée lors de la dernière diffusion nous a permis de réunir la somme de 50,5 euros. Nous remercions toutes les personnes qui y ont contribué, nous permettant de faire encore bien des Étincelles et de dénoncer l'exploitation au quotidien mais aussi l'organisation capitaliste de la société et toutes ses injustices. Une autre société est possible, elle sera le fruit de nos luttes.

En attendant le Grand soir, ce bulletin est aussi le vôtre, n'hésitez pas à l'informer.